

RESEAUX



PRISES DE PAROLE

La crise des pouvoirs et
l'éveil des consciences
en Belgique

Revue interdisciplinaire de philosophie morale et politique



79-80-81 - 1997

POUR UN NOUVEAU DISCOURS

Nous avons perdu tout espoir. Nous en étions venus à penser que, face aux grandes machines, le combat était perdu d'avance. Nous avions lutté pourtant, dans notre coin, signant des pétitions, manifestant, partant en grève... mais, avouons-le, par acquit de conscience plus que par conviction. Notre monde devenait trop mondial. La parousie ne ressemblait plus à cet horizon vers lequel avaient marché nos pères sans jamais l'atteindre, elle était dans notre dos à présent, dans les livres d'Histoire, elle portait un nom («les Trente Glorieuses») et faisait partie du passé. La révolte ne nous animait même plus, nous n'étions qu'amertume, cynisme, désillusion. Chair à canon du chômage, moulin à parole sans discours.

Puis un jour, alors que nous ne nous y attendions pas, nous avons trouvé la force de pleurer. Et, à travers nos larmes, nos yeux se sont dessillés. Au-delà de la tristesse que nous partagions avec le peuple tout entier (nous qui nous étions bien ri de ce peuple quand il sanglotait à la mort d'un roi anachronique), au-delà de l'ineffable émotion, nous avons vu deux femmes et deux hommes qui, contrairement à nous, étaient restés debout, qui, face à un malheur mille fois plus lourd que le nôtre, face à une injustice cent fois plus grave, malgré la défaite et les humiliations, s'étaient battus, se battaient encore et se battaient toujours. Tant et si bien qu'ils commençaient à rem-

CONSÉQUENCES DE L'AFFAIRE

Bien sûr, il aurait mieux valu que le drame n'ait pas eu lieu. Que les petites filles soient toujours en vie. Que tous les policiers, tous les gendarmes et tous les magistrats aient fait *tout de suite* leur métier correctement. Que Dutroux n'ait pas existé et que personne ne ne connaisse les noms de Lejeune, de Marchal, de Benaïssa ou de Russo. Bien sûr, l'affaire a parfois donné lieu à des dérapages : complaisance sordide de certains médias, fuites étranges, voyeurisme, calicots prônant la peine de mort, moralisme sexuel, pétition extorquée demandant des peines incompressibles, affaire Di Rupo etc... Pourtant, il me semble préférable de retenir d'abord les avantages de l'état dans lequel se trouve la Belgique aujourd'hui. Bien plus, je crois que notre société a besoin que de ce drame naisse un nouvel esprit, régénérant et enthousiaste.

Des avantages de la situation, j'en vois au moins quatre. D'abord, tout le monde en conviendra, l'extraordinaire rapprochement entre Belges et Maghrébins qu'ont pro-

voqué l'assassinat de la petite Loubna et la diplomatie de sa sœur Nabela (l'image des mères chrétiennes portant un foulard dans la mosquée). Deuxièmement, depuis le mois d'août, la parole circule à nouveau dans ce pays trop longtemps silencieux, et quand bien même seules des inepties seraient proférées, il s'agirait déjà d'un progrès. Troisièmement, un modèle de citoyen : celui que donnent les parents des victimes. Enfin, un vivier, un formidable bouillonnement, un remue-ménage sans précédent (qui comporte lui-même ses avantages et ses dangers) : la commission Dutroux, la commission que les familles des paras ont enfin pu obtenir (alors qu'elles la demandaient depuis 1994), les marches blanches, les comités blancs, le dégel soudain des affaires Cools et des tueries du Brabant, la modernisation de la justice, la marche multicolore de Clabecq, et, dans la foulée de celle-ci, l'ampleur des réactions face à la fermeture de Renault-Vilvoorde (les réactions, sans doute n'auraient pas été les mêmes un an plus tôt, elles auraient été moins idéologiques, plus platement syndicales), la reprise des recherches d'autres enfants disparus, l'hypersensibilité de la population par rapport aux nouveaux scandales du P.S. (en soi, les comptes au Luxembourg sont moins graves que l'assassinat d'un ministre d'État, que les affaires Agusta, Vanderbiest ou Close... mais ces errements nous sont aujourd'hui insupportables, alors que nous les supportions facilement hier). Certains de ces événements ne sont peut-être liés à l'affaire Dutroux que par les hasards du calendrier. Il n'en demeure pas moins que le pays a reçu une secousse qui provoque des réactions en chaîne. Et cela, suite à l'obstination des Lejeune et des Russo.

Les pessimistes diront que ce remue-ménage ne fait qu'amplifier un désarroi déjà profond et qu'aucun changement réel n'y a trouvé place. Certes, mais avant de fonder un nouveau régime, il convient de renverser le tyran. Et pour réunir les forces nécessaires à sa chute, il faut d'abord en dénoncer les crimes.

CARINE ET GINO RUSSO

Tous les parents d'enfants disparus ou assassinés ont fait preuve de dignité. Tous sont admirables à plus d'un égard. Sans doute n'apprécieraient-ils pas que l'on fasse entre eux de subtiles distinctions. Il n'empêche, qu'à mon avis, pour celles et ceux qui s'efforcent d'être de véritables intellectuels, Carine et Gino Russo pourraient plus que les autres servir d'exemples. Non pas parce que nous avons besoin de modèles ou de héros, mais tout simplement parce qu'ils jouent le rôle que nous aurions dû jouer depuis longtemps.

Les meurtres d'enfants, si horribles soient-ils, n'ont en eux-mêmes aucun intérêt. Comme le souligne Bourdieu¹, il ne s'agit que de faits divers, sujets «omnibus» et apolitiques qui mettent tout le monde d'accord. Et, en général, le seul débat qu'ils suscitent concerne le retour de la peine de mort (comme en France, le meurtre récent de quatre jeune filles). Dans une moindre mesure, les revendications de l'ASBL «Marc et Corinne» (peines incompressibles et plus dures) sont, elles aussi, strictement vengereuses.

Les intellectuels belges ont regardé passivement ce pays se dégrader pendant quinze ans. De toute façon, quand ils voulaient prendre la parole, personne ne s'intéressait à eux. À présent que du discours circule à nouveau, ils devraient relayer les parents et

LE DÉSHONNEUR DES INTELLECTUELS

Cette petite analyse me semble plus pertinente que les discours maladroits qui circulent sur le «droit des victimes». Elle recoupe en tout cas la pensée d'un philosophe contemporain, Alain Badiou, pour qui les Droits de l'Homme, dans leur usage actuel, en s'appuyant uniquement sur un Mal à éviter, définissent l'homme d'abord comme une victime. Or, l'état de victime renvoie l'homme à sa mortalité et prépare le terrain du bourreau. Car pour rester lui-même, l'être humain doit se penser comme un immortel. Carine et Gino Russo avaient raison de s'obstiner à demeurer des parents.

sait.

Parfois, certains de leurs propos, sans être faux, paraissent simplistes. Parfois, au contraire, ils font preuve d'une analyse fine du monde contemporain. Ainsi, dans un reportage diffusé dans le cadre de l'émission spéciale «Faits Divers/Au nom de la loi» (fin 96), ils expliquèrent que la Justice liégeoise les considérait comme des *victimes* durant la longue période où leur fille était recherchée en vain. Or, ils refusaient d'être des victimes, ils voulaient rester des parents. Ce qui a entraîné les dissensions que l'on

Songez un instant que cette femme et cet homme ont perdu leur fille. Ils sont loin de réagir uniquement de façon émotionnelle. Ils analysent, ils prennent une certaine distance critique. Ensuite, ils parlent, ils s'attachent à la place que la société leur a réservée et disent ce qu'ils croient être la vérité, défendant ceux qui sont menacés par la misère. N'est-ce pas ce que devrait faire tout intellectuel véritable ?

Peu m'importe qu'il s'agisse là d'un «amalgame» (mot à la mode). Le combat est juste et les adversaires ne s'encombrent d'aucune précaution syllogistique. Peu m'importe que les Russos, en interpellant la population, jouent de leur pouvoir et sortent de leur rôle. S'ils en sont obligés, c'est parce que personne d'autre n'est à la hauteur de l'événement.

Les Russos, au contraire, ont, dès le début, évité l'écueil de la vengeance personnelle. Ils ne se sont même pas contentés de transformer leur malheur en une remise en cause du fonctionnement de la Justice, ils ont pris plus de recul encore, faisant en sorte que la mort de leur fille serve de métaphore à la situation sociale tout entière. Ils n'ont eu de cesse d'établir un lien entre l'odieux commerce pédophilique et les excès du libéralisme sauvage, entre les dysfonctionnements de la Justice et les problèmes de société tels que le chômage. Ainsi, il était logique qu'ils appellent les citoyens à se rendre à la marche multicolore de Clabecq. «On s'est rendu compte que la valeur de l'humain, la priorité de l'enfant était nulle par rapport au poids des institutions. À Clabecq, les arguments humains passent après la rationalité économique», disait Carine. «L'argent a fait mourir Julie et Melissa. L'argent tue l'emploi», renchérisait Gino².

s'efforcer de conceptualiser le remue-ménage. Chercher des directions pour orienter la volonté de changement.

Malheureusement, la plupart des intellectuels, au lieu de participer à la remise en cause du système, tiennent à remettre l'église au milieu du village.

Au départ, ils se sont tus. Par pudeur, sans doute. Le dessaisissement du juge Connerotte fut l'occasion des premiers débats, mettant en présence des universitaires qui étaient sommés de s'exprimer en tant que spécialistes et non en tant qu'intellectuels. Quant à la Marche Blanche, il convenait d'abord de ne pas vouloir la «récupérer» : donc, dans un premier temps, tout discours aurait paru suspect, si bien qu'il n'y en eut aucun. Enfin, l'affaire Di Rupo sonna le véritable réveil des intellectuels. La démocratie était, paraît-il, en danger et le peuple se laissait aller aux pires amalgames.

Le peuple n'y était pourtant pour rien (ce dossier a été monté par certains membres des forces de l'ordre). Et les Belges, au contraire, se sont montrés étonnamment avisés : d'après les sondages, ils ont soutenu massivement le ministre au point que cette affaire sera peut-être regardée plus tard comme une avancée dans la reconnaissance de l'homosexualité.

Mais, depuis l'affaire Di Rupo, nombre d'articles de fond parlent d'un risque de dérive populiste³, de poujadisme ou de chasse aux sorcières.

Regardons de plus près, pour mieux comprendre l'attitude de nos intellectuels, une des prises de position d'un des plus célèbres d'entre eux : l'écrivain Pierre Mertens. Dans *Le Vif-L'Express* du 28 février au 6 mars 1997, il prend la défense de la juge Doutrève.

Quant au sujet principal, je n'ai pas grand chose à dire. Sans doute la juge n'a-t-elle à se reprocher que sa froideur. Je n'en sais rien, Pierre Mertens non plus.

Laissons donc en paix Madame Doutrève et examinons les détails, les connotations que charrie le texte de Mertens.

Car l'écrivain, dans son réquisitoire, ne s'en prend pas qu'aux journalistes ou aux membres de la commission d'enquête, il accuse la population. «[...] la population continue d'adhérer massivement à l'opinion des parents des petites filles, qui, en gros, demeurent hostiles à Mme Doutrève.» Qu'en sait-il ? Pourquoi la population n'aurait-elle pas, comme lui, jugé posément de la situation ? À deux reprises, Mertens fait intervenir sa voisine de palier («Elle n'est pas «sympathique», dit ma voisine de palier») qui représente de façon caricaturale la pensée populaire. Plus loin, il fait l'inventaire des vraies raisons qui font de Martine Doutrève une coupable au yeux de l'opinion (elle est une femme, respecte la loi, est réservée...). Où Pierre Mertens a-t-il recueilli cette série de griefs subjectifs ? Y a-t-il eu à ce sujet un sondage ? Une manifestation a-t-elle paralysé Bruxelles pour reprocher à la juge sa réserve ? Mertens prête au peuple des pensées honteuses. Il part du principe que les gens sont nécessairement stupides, revanchards, irrationnels, manipulables et manipulés. Dès lors, la conclusion de son texte coule de source : «Les charmes parfois peu discrets de la démocratie

Un «Comité de vigilance de la démocratie» s'est formé suite à l'affaire Di Kupo : est-ce à dire qu'avant cette dérive, la démocratie fonctionnait à merveille ?

«Méfions-nous du poujadisme et du populisme», «le retour de la chasse aux sorcières», «le règne de la délation», «la transparence totalitaire» : voilà les leitmotivs de nos mandarins. Outre qu'ils poursuivent des fantômes, ils justifient ainsi l'ordre établi.

LA BELGIQUE AVANT DUTROUX : UNE DÉMOCRATIE IDÉALE ?

En vérité, il semblerait que l'orgueil des intellectuels soit blessé : ils savent qu'ils ont laissé à d'autres - les parents des victimes - le soin de dénoncer les injustices du système... Il ne leur reste dès lors qu'à défendre celui-ci.

Au cours d'un entretien plus récent, Pierre Mertens parle d'ailleurs lui-même d'un «malaise des intellectuels»⁴. «Dans le passé, déclare-t-il, il était facile, pour un intellectuel, de s'exprimer sur la mort de Lumumba. Aujourd'hui, les comportements sont plus difficiles à trouver.» En effet, la situation a changé. Mais en quoi ? Dans *Intellectuels et du pouvoir*, Saïd définit l'intellectuel par opposition et à la masse et au pouvoir⁵. La guerre du Golfe lui sert plusieurs fois d'exemple : la majorité des Américains rêvait d'écraser Saddam Hussein, obéissant ainsi à la propagande de la Maison Blanche. L'intellectuel, porté par sa mission de vérité et de paix, était donc seul face à la masse criarde et aux décideurs. Ceux qui ont défendu Lumumba en 1961 se trouvaient dans un contexte similaire. Il leur fallait beaucoup de courage certes, mais la structure leur indiquait, en quelque sorte, le parti à prendre. Il n'était pas difficile, précisément, de savoir quelle était la position la plus courageuse. Aujourd'hui, la structure conflictuelle est beaucoup plus complexe, puisque le peuple n'accompagne plus le pouvoir. Aucune appartenance, aucune distinction, n'aident les penseurs à prendre position. Sans doute Pierre Mertens a-t-il estimé que son article sur Martine Doutrewe était courageux... Mais, tout de même, s'il est clair que le peuple peut se tromper (puisque Dieu est mort, la *vox populi* n'a plus les moyens d'être une *vox dei*), et être trompé, où est le déshonneur de reconnaître que, parfois, il puisse avoir globalement raison ? Quand il réclame du changement, quand il s'oppose au pouvoir, faut-il pour se distinguer du vulgaire, défendre le statu quo et les classes dirigeantes ?

Mais de quoi parle-t-il ? Tous les sondages semblent prouver que l'extrême-droite n'a obtenu aucune voix suite à l'affaire, bien au contraire. Qui a tenu des propos poujadistes ?

directe et de ce que Foulek Ringelheim a appelé «la transparence totalitaire» ne doit-vent pas faire oublier les vertus de ceux - de celles -, et il y en a parmi les juges, qui dressent des garde-fous contre les débordements d'un poujadisme toujours prêt à renaître et à s'engouffrer dans toutes les brèches.»

Nombre d'articles renvoient en dernier recours à la responsabilité des citoyens. Philippe Toussaint, rédacteur en chef du Journal des Procès, écrit par exemple : «plus rien ne va aujourd'hui, dans notre société, comme les choses devraient aller, sans que ce soit nécessairement affaire de réformes, de projets. Il s'agirait plutôt de rompre avec je ne sais quelle indifférence pour la chose publique [...]»⁶. En d'autres termes : le système ne doit pas être modifié, c'est au peuple à faire un effort pour s'y intéresser. Mais pourquoi s'y intéresserait-il si, d'emblée, on lui prétend qu'il ne faut rien changer ? Dans le recueil d'articles *L'Affaire Dutroux* publié aux Éditions Complexe, Marc Uyttendaele va encore un peu plus loin, faisant du mépris du peuple le sujet principal de son texte. Son article commence par une série de lettres fictives écrites par un Belge depuis 79 à un ami étranger. Cette correspondance est pleine de truismes, de mesquineries et de bêtises. Arrive 96, et, bien sûr, notre épistolier se rend à la Marche blanche. La lettre qu'il écrit à ce sujet, venant après les autres, semble artificielle et démagogique. Par ce procédé Uyttendaele met en doute la sincérité des 300.000 marcheurs. Le commentaire qui suit les lettres est lui aussi teinté de mépris. Le sous-titre en est «Le citoyen belge : une antinomie ?». La réponse est «oui», évidemment. Or, si ce n'est pas le système lui-même qui a éloigné les Belges de la politique et si la responsabilité en revient, comme le croit Uyttendaele, à la population, cela signifie qu'il y aurait une race d'êtres humains à part, «les Belges», qui s'avéreraient incapables de se comporter en citoyens. Le racisme tourné vers sa propre patrie est certes moins condamnable moralement que la xénophobie - il est tout aussi indéfendable sur le plan des idées.

Jamais les intellectuels n'ont autant reproché aux Belges leur manque d'intérêt pour la chose publique. Au moment où ceux-ci, même s'il convient de ne pas trop se faire d'illusions, semblent enfin se réveiller, ne serait-il pas préférable de les encourager plutôt que de leur rappeler leur incurie passée ? Ce sont les mêmes qui accusent le peuple d'insouciance politique et qui crient au poujadisme dès que les citoyens s'expriment.

Peut-être sommes-nous en effet entrés dans une ère de la délation. Mais auparavant, nous étions dans celle, à mon avis plus grave, du crime impuni⁷. Inutile de rappeler ici la longue liste d'affaires laissées en suspens. La délation, par ailleurs, ne date pas du numéro vert du juge Connerotte : la lutte contre le travail au noir ou contre les chômeurs cohabitants qui déclarent vivre seuls s'appuie essentiellement sur les lettres anonymes de sycophantes zélés⁸.

Quant à la fameuse «transparence totalitaire» de Ringelheim, je n'y vois pas une si grande menace. Il ne me semble pas non plus que les excès de la «démocratie directe» risquent d'étouffer notre royaume fédéral. Bien sûr, certains journalistes n'ont pas toujours respecté les limites que la déontologie la plus élémentaire leur impose. Mais, dans l'ensemble, il me semble que la presse a joué le rôle qui est le sien : elle a empêché que les affaires ne soient étouffées et, malgré tout, elle a rarement succombé au poujadisme (dans l'affaire Di Rupo, après un accès de fièvre coupable, elle a contribué à rétablir la sérénité). Car, imaginons un instant que la thèse des réseaux et des protections (que rien ne permet encore d'écarter définitivement) ne relève pas du fantas-

La question n'est donc peut-être pas de savoir si le royaume est en train de glisser dangereusement vers la démocratie directe et la transparence totalitaire, mais s'il n'a pas franchi depuis longtemps la limite en dessous de laquelle un régime n'est plus

peu morale.

La transparence et la démocratie directe nous menacent d'autant moins qu'à cette opacité structurelle s'ajoute encore le filtre épaissi des partis. Car il est clair que les hommes en place sont désignés par les appareils partitocratiques et non par les électeurs. Et cela, même lors des communales, ce berceau de la démocratie : il n'est pas rare que le bourgmestre soit connu quinze jours avant les élections. Celui ou celle qui a comptabilisé le plus grand nombre de voix n'obtient d'ailleurs pas toujours l'échar-

Brande).

ministre des Flamands (Dehaene) et un premier ministre des flaminguants (Van den Wilvoorde. Qui lui jetterait la pierre ? En agissant autrement, il se rendrait coupable Karel Van Mier) par rapport aux fermetures de Clabecq (ou de Petit-Rechain) et de quer, même si un cas n'est pas l'autre, la différence de réaction de Dehaene (ou de moyen pour lui, dès lors, de résister à certaines revendications ? Chacun a pu remarquer, même si un cas n'est pas l'autre, la différence de réaction de Dehaene (ou de Un homme politique flamand n'a de compte à rendre qu'à des électeurs flamands. Le

la paresse congénitale des citoyens, ils sont inscrits dans la constitution.

lisme et le séparatisme ne sont pas le fait de quelques politiciens sans scrupules, ni de n'est-il pas étonnant que les idées passent au second plan. Le clientélisme, le régional-Sénat, les élections en Belgique ont toujours quelque chose de communal. Aussi sance ? Qu'il s'agisse de l'Europe, de la Région, de la Province, de la Chambre ou du quel biais pourrais-je m'adresser au CVP, qui dirigeait déjà mon pays avant ma naissance ? Qu'il réside à Liège, à Charles Piquet ce que je pense de sa politique culturelle ? Et par ou sa désapprobation par rapport à cette décision. Comment pourrais-je signifier, moi n'aurait probablement pas l'occasion de manifester par un vote clair son approbation perdre. De plus, quand bien même il arriverait à savoir qui a pris telle décision, il même s'il dispose d'un bagage culturel solide, le citoyen a toutes les chances de s'y l'échec d'institutions déjà trop complexes. Même s'il est plein de bonne volonté, Belges s'intéressent peu à la conduite de leur pays. La fédéralisation a encore emmêlé de l'institution judiciaire, opacité des niveaux de pouvoir. Il n'est pas étonnant que les dérisoires par rapport à la faiblesse principale du système belge : son opacité. Opacité

me... Que l'Etat cèle en son sein des traîtres : sans la presse, la vérité n'aurait aucune chance d'apparaître en pleine lumière. Donc, nous sommes devant deux hypothèses : soit les protections sont le fruit d'un délire de persécution, auquel cas les journalistes sont coupables d'excès, de reportages de rumeurs et de débordements ; soit les protecteurs existent et les coupables, ou bien elle doit rassurer la population en lui prou-

tout à fait démocratique. Quels que soient les avantages et les inconvénients des référendums, il est significatif qu'en Belgique, lorsque la question se posait de la ratification du Traité de Maastricht, personne n'ait songé un instant à demander au peuple son avis.

CONTRAT SOCIAL

Un grand nombre d'articles suscités par l'affaire Dutroux évoque la rupture du contrat social belge. Or, qu'est-il écrit dans le *Contrat Social* ? Rousseau, tout idéaliste qu'il était, quand il mit sur pied sa notion de volonté générale, considérait celle-ci comme l'addition des intérêts de chacun.

Si un électeur de Seraing, je prends cet exemple au hasard, a intérêt à ce qu'un dignitaire de sa ville décroche un portefeuille important, personne ne peut lui reprocher de voter pour ce dignitaire.

La théorie de Rousseau est, bien entendu, inapplicable à la lettre. Il n'empêche que le système devrait fonctionner de telle manière que les intérêts particuliers soient le moins possible contraires à l'intérêt général.

Aussi, pour que quelque part existe au moins la fiction d'une volonté générale belge, peut-être le Roi serait-il remplacé avantageusement par un président élu directement au suffrage universel. Ainsi les citoyens auraient la possibilité de voter pour des idées et non pour les représentants de leurs clochers. Peut-être, dans un premier temps, n'useraient-ils pas de cette possibilité. Mais au bout du compte, quelques francophones pourraient se trouver satisfaits du Flamand élu président et se proposer de voter pour lui aux élections suivantes ; quelques Flamands mécontents oseraient peut-être voter pour son adversaire, même s'il est wallon... Le chef du gouvernement, petit à petit en viendrait à représenter des citoyens répartis sur tout le territoire : un contrat social véritable se mettrait en place. Les élections tendraient à nous faire oublier notre appartenance linguistique - alors qu'actuellement, elles ne font que l'exacerber.

De façon générale, il me semble qu'un démocrate véritable doit faire le pari de la confiance au peuple - même s'il sait, comme Rousseau l'écrivait déjà, que «les délibérations du peuple» n'ont pas toujours «la même rectitude» - et se garder des a priori du mépris aristocratique (en la matière, le mépris est toujours une méprise). Pour lui, jamais la démocratie ne sera trop directe. Qui dit autre chose rejoint la pensée de Joseph II («tout pour le peuple, rien par le peuple») et prône en fait un retour au despotisme éclairé.

Ce n'est pas parce que je souffre d'anti-intellectualisme primaire que je m'insurge ainsi contre nos intellectuels organiques, mais parce qu'au contraire, j'attends beaucoup de l'intelligentsia et belge et européenne et mondiale⁹.

Un intellectuel véritable est, à mes yeux, une femme ou un homme qui, pour réfléchir à ce qu'il vit et à ce qu'il voit, s'aide de la pensée d'autrui, principalement par l'intermédiaire de la lecture, et qui, en conséquence, dirige ses actes et prend la parole là où il le peut. Cependant, contrairement à Saïd, je crois que l'intellectuel, en tout cas en Europe, ne peut plus se contenter de dénoncer les injustices. La pensée stagne depuis trop longtemps ; il faudrait qu'émerge un nouveau discours. Non pas une nouvelle idéologie, mais un nouvel idéal. Pour lutter contre la loi du plus fort, les garde-fous ne suffisent pas : seul un idéal généreux, puissant et tourné vers l'avenir permettrait de remonter le courant naturel de l'égoïsme et des inégalités.

Or, la gauche et les champions de l'État social sont devenus passésistes. Réactionnaires, ils veulent « préserver les acquis ». Ils ne sont plus porteurs d'aucun projet et trouvent leur modèle dans un passé qui s'éloigne (les Trente Glorieuses). Les syndicats défendent les travailleurs tant qu'il en reste, sans se soucier des exclus. Le parti socialiste applique une politique centriste. Les écolos se préoccupent de l'avenir et leurs mises en garde sont certainement fondées. Mais, par définition, leur modèle se réfère au passé, au paradis vert perdu.

Car les concepts qui aident la gauche à penser la société datent au mieux du XIX^e (l'opposition capitalisme/communisme) au pire des Lumières du XVIII^e siècle.

Le XVIII^e a inventé, selon les mots de Lyotard, un mode de légitimation tourné vers l'avenir (faisons ceci et nous améliorerons l'homme) alors que jusqu'à la prévalaient les légitimations passésistes (je fais ceci parce que mon père faisait ainsi et que le père de mon père...). Et il est possible de lire toutes les idéologies progressistes des XIX^e et XX^e siècles comme autant de renouvellements et de radicalisations du discours d'émancipation de l'individu, de liberté et d'égalité des Lumières¹⁰ : Marx, les avant-garde artistiques, le féminisme, et finalement mai 68. En 68, Diderot, Rousseau, Voltaire entrent dans toutes les familles. Une génération entière, la jeunesse d'alors, s'identifie au progrès et mime une dernière fois la Révolution française, face à ses parents, derniers représentants de l'Ancien Régime. Les idées de 68 vivent pendant une dizaine d'années. Puis plus rien. Le mythe ne se régénère plus. Et, au cours des années 80, la pensée qui ne se justifiait qu'en fonction d'un progrès futur se retrouve paradoxalement passésiste.

Pourquoi le mythe progressiste n'est-il plus capable de se radicaliser à nouveau ? Trois raisons, au moins, expliquent cette situation.

D'abord la victoire. La victoire de la gauche réformiste. Quels que soient les effets réels ou supposés de 68, seuls quelques psychotiques rêvent de rétablir la monarchie de droit divin. Personne ne songe à remettre en cause le suffrage universel pour lequel les socialistes se sont tellement battus il y a à peine cent ans. Même Allons Verplacet¹¹

ne propose pas de retirer aux femmes le droit de vote qu'elles n'ont pourtant obtenu qu'en 1948. Les enfants peuvent parler à table et si l'on fait des économies dans l'enseignement, nul n'envisage de supprimer l'école gratuite et obligatoire. Même le parti libéral se dit social : jamais les idées de gauche n'ont fait autant l'unanimité et pourtant, malgré ces succès, les vœux des Lumières ne sont pas comblés. Le résultat de l'égalité relative consiste à avoir mis riches et pauvres devant le même programme de télévision. L'homme n'est pas meilleur et le concept de progrès s'en trouve relativisé.

Ensuite, la défaite. La défaite de la gauche révolutionnaire. L'échec du communisme partout où il a été tenté. Échec clair dès 56, mais l'espoir d'une alternative possible a perduré longtemps.

Enfin, l'événement majeur, qui a rendu impossible la foi en un progrès, est évidemment la Shoah. La civilisation a conduit à Auschwitz, Hitler a été élu démocratiquement. Mais, étrangement, les trois décennies qui ont suivi la guerre semblent, vues d'ici, les trente plus belles qu'aient connues nos pays. Insouciance, croissance, libération. Juste après l'horreur. À croire que dans la conscience de l'Histoire, la Shoah vient après 68. Elle n'a interrompu le courant venu des Lumières que dix ans après Mai. Comme si, refoulée collectivement, elle avait fait son retour vers 1980, devenant tarabuisante dans les années 90 où pas une semaine ne se passe sans qu'un livre ou un film ne sorte à son sujet. Alors que Primo Levi ou Robert Antelme eurent tant de peine à se faire publier après la guerre.

Quoi qu'il en soit, il est clair que le discours progressiste ne se régénère plus. Dès lors, les concepts qu'il s'obstine à vouloir employer deviennent obsolètes. Ainsi, la notion de « lutte des classes » ne suffit plus à analyser la civilisation du chômage où des inégalités transversales recourent les inégalités de classes. En effet, deux jeunes diplômés issus du même milieu voient se creuser entre eux un fossé infranchissable pour peu que l'un trouve du travail et l'autre pas¹². La notion de classe, en outre, perd chaque jour en clarté, tant les définitions de l'individu deviennent plurielles, complexes, métissées.

Il est donc grand temps de trouver un nouveau discours, qui ne s'appuierait plus sur le mythe du progrès, mais peut-être sur une espèce d'élan qui vaudrait pour lui-même, sur un idéal ouvert qui se mesurerait sans cesse à l'aune concrète de ceux qui souffrent au présent, un idéal qui ne serait ni totalitaire ni absolu ni contraignant, sur un projet véritable.

CONTRE LA CHRÉMATISTIQUE

L'ennemi de la gauche n'est plus la droite traditionnelle (travail-famille-patrie-ordre et sécurité), même si celle-ci a de beaux restes. Il n'est pas encore l'extrême-droite - ou, en tout cas, l'extrême-droite ne la menacerait pas s'il n'y avait le véritable adversaire : le néolibéralisme.

Georges Bataille, dans *La Part maudite*, mettait justement l'accent sur la dépense des sociétés, sur ce qu'il appelait *la consommation*. De même que tout corps cesse un jour de grandir et doit dépenser un surcroît d'énergie, toute société en arrive, à un moment ou un autre, à devoir gaspiller le produit de sa croissance. Toute la question est de

Or, même s'il ne se légitime que par lui-même, le capitalisme est un discours parmi d'autres (l'argent est symbolique, les flux bancaires reposent sur des conventions) et il n'est pas inutile de répéter que le discours de la nécessité économique est en partie mensonger : nos pays, malgré la crise, n'ont cessé de s'enrichir depuis la guerre. 1,4% de croissance en 96, c'est peut-être peu, mais c'est positif, que je sache ! La question se pose alors de la dépense de cet argent, de sa répartition. Comment justifier que dans un pays toujours plus riche, une partie de la population soit toujours plus pauvre ?

En se légitimant lui-même au nom d'une rationalité interne, le néo-capitalisme imite le discours non de la science mais des sciences à l'heure de l'hyperspécialisation. La logique interne de l'économie ne va que dans une seule direction, et cette direction est incontestable tant que l'on demeure à l'intérieur du système. La contradiction ne peut venir que de l'extérieur, d'une autre logique, d'un autre langage¹⁵.

De toute façon, en Europe, par exemple en Belgique, le discours néo-capitaliste est toujours de l'ordre du « il faut bien ». « Nous sommes pour la sécurité sociale », prétendent ceux qui la démantèlent (450 000 chômeurs, 32000 exclusions du chômage en 96¹⁴, suppression du complément pour les travailleurs à temps partiel, fin de remboursement de certains médicaments...). « Je n'ai pas le choix », disait Laurette Onkelinx aux enseignants, montrant par là qu'elle abandonnait la politique, art du choix, pour la gestion.

Aux États-Unis, sans doute la liberté a-t-elle servi d'alibi à ceux qui ont multiplié les attaques contre le Welfare-State. Mais, il s'agit plus d'hypocrisie que de projet : chacun sait que le libéralisme n'a rien à voir avec la liberté (le GATT est d'abord un ensemble de règles) et que le libéralisme sauvage ne ressemble en rien à la sauvagerie anarchiste (les États qui y succombent ont de bonnes prisons...). Là où les droits sociaux sont supprimés, le droit à la propriété est mis en valeur. « Dans le fait, les lois sont toujours utiles à ceux qui possèdent et nuisibles à ceux qui n'ont rien : d'où il suit que l'état social n'est avantageux aux hommes qu'autant qu'ils ont tous quelque chose, et qu'aucun d'eux n'a rien de trop », écrivait Rousseau.

Mais à partir du moment où il s'est attaqué à l'État-Providence, c'est-à-dire à nouveau lui-même¹³. Sa légitimation est devenue interne : il n'est plus question du bonheur matériel des hommes, mais de la nécessité, de la rationalité économique.

Né comme on sait du protestantisme, le capitalisme, une fois débarrassé de la justification religieuse, fut un temps un discours légitimé par l'avenir, comme le discours de l'émancipation : son but était d'améliorer le sort matériel des hommes (songeons à Ford qui s'efforçait de construire une voiture si bon marché, la Ford T, que ses ouvriers pourraient se l'acheter).

savoir comment une société gère ce gaspillage, qui se traduit volontiers par de la violence. Car le plus grand et le plus redoutable d'entre eux est la guerre (sur laquelle s'est construite la réussite américaine). Or, des gaspillages positifs sont possibles : le plan Marshall, investissement à fonds perdu pour les États-Unis, a sans doute empêché la guerre froide de devenir militaire.

Il est clair que la création par Roosevelt du Welfare State, décomposé en 96 par Clinton, avait résolu les problèmes liés à la crise de 29. Les dépenses de l'État social n'ont-elles pas contribué à une certaine paix ? En luttant contre les dettes étatiques, l'Europe se comporte comme un pays qui se prépare à un conflit armé. Mais un nouveau type de gaspillage s'est mis en place : le chômage. Ce gaspillage d'un genre nouveau¹⁶, violent en lui-même, entraînera peut-être d'autres déchaînements. L'affaire Dutroux, dans ce contexte global, ne serait alors qu'un signe avant-coureur. Ne voit-on pas d'ailleurs les prisons déborder de nouveaux criminels ?

Il ne s'agit pourtant pas de justifier la société de consommation : Bataille prônait une politique du don qui serait révolutionnaire à plus d'un titre.

QUELQUES PISTES

La marche blanche, en tant qu'elle réunit des citoyens variés et qu'elle ne recoupe aucune division partisane, sociale, culturelle ou syndicale, participe du monde pluriel et sans repères clairs des années 80-90 où un discours progressiste/passéiste affronte un discours qui ne s'autorise que de lui-même.

Je ne voudrais pas spéculer sur les motivations des marcheurs. Aussi, pour finir, j'évoquerai simplement quelques idées, qui ne constituent nullement le nouveau discours, le nouveau départ dont il est question plus haut, mais qui pourraient peut-être servir de pistes.

- Redémocratisation non seulement de la Belgique (voir supra) mais aussi de l'Europe. Si l'on veut que l'Europe soit autre chose qu'une juxtaposition de nations aux intérêts nécessairement contradictoires, pourquoi ne pas imaginer des élections par partis (il y aurait un parti socialiste européen, libéral européen, écolo européen...) ? Que les citoyens européens puissent voter pour un programme, quel que soit le passeport de celui qui le défend en tête de liste.
- Un contrat social mondial. L'Europe sociale signifierait que les États européens imposent des droits du travailleur dans le monde et qu'ils refusent d'entrer en contact avec les pays où la main-d'œuvre est exploitée. Cela seul permettrait de freiner le jeu des délocalisations et de la surenchère antisociale.
- La dignité de l'individu et l'allocation universelle. Lors du meeting qui clôturait la marche multicolore de Clabecq, nombre d'intervenants évoquaient «la dignité des travailleurs» devant un parterre de... chômeurs tout frais. Il est grand temps d'inventer une dignité du chômeur, non pas en tant que chercheur d'emploi assidu,

- Des idées, des idées, des idées. Nous avons besoin d'idées. Remercions les parents des victimes qui ont transformé en discours et en idées la violence qu'ils ont subie et espérions que d'autres pensées écloront au grand jour avant qu'une nouvelle vague de violences ne s'impose à notre quotidien.
- 1 BOURDIEU Pierre, *Sur la télévision*, «Raisons d'agir», Liber éditions, 1996, pp. 59-60.
- 2 Le *SOR* du mercredi 29 janvier 1997, p. 3.
- 3 Ainsi par exemple, Martin Crèvecoeur dans le dossier «La Justice tutoyée» de *La Revue Nouvelle*.
- 4 «À bout portant» dans *Le Soir* du mercredi 2 avril 1997, page 2.
- 5 Edward W. SAID, *Des intellectuels et du Pouvoir*, Seuil, 1996, pp. 37-38.
- 6 «À propos de la Marche blanche», dans *Le Vif-L'Express* du 14 au 20 février 97.
- 7 Le 27 février 1995, Jean de la Guetivière écrivait dans *Le Monde* : «Sous des apparences paisibles, la Belgique est un pays de violence. Le crime y est souvent impuni, la justice lente et la police inefficace.»
- 8 Ceci ne constitue pas un argument pour justifier le numéro vert. Un mal n'en fonde pas un autre. Cependant, si l'on semble à moi aussi que cet appel à la dénonciation est anti-démocratique, je trouve que la question mérite un débat - alors que les intellectuels condamnent en général l'initiative du juge Connerotte de façon péremptoire (Marc Luytendaels notamment). Car la victime de crime pédophilique a tendance à se sentir honteuse, voire coupable. Elle portera moins spontanément plainte qu'un autre type de victime. Aussi a-t-elle besoin d'être encouragée. Dans la balance repose donc d'un côté le risque de la calomnie, d'un autre, à nouveau, celui de l'impunité du crime. Peut-être la solution aurait-elle consisté à placer un intermédiaire entre la victime et les gendarmes : des psychologues ou des assistants sociaux, par exemple.
- 9 Tous les intellectuels belges n'ont d'ailleurs pas réagi comme ceux dont j'ai parlé ici. Un grand nombre d'entre eux se sont gardés de mépriser qui que ce fut et ont présenté des analyses sereuses, honnêtes et prudentes. Enfin, certains d'entre eux, tout de même, se sont vraiment engagés. Par exemple Jean Vogel qui signe le premier article du collectif *L'Affaire Dutroux*, op. cit.
- 10 Cette lecture est celle du sociologue Philippe D'IRIBARNE dans *Vous serez tous des maîtres*, Seuil, 1996.
- 11 Alfons Verplaetse est le gouverneur de la Banque nationale. Pour lui, le problème du chômage serait résolu si les femmes regagnaient leurs cuisines. No comment...
- 12 Voir FITOUSSI et ROSANVALLON, *Le Nouvel âge des inégalités*, Seuil, 1996.
- 13 L'écologie contribue à désamorcer la justification du capitalisme, qui est celle de tout travail : l'enrichissement futur, puisque l'industrialisation sur laquelle il se base hypothèque ce futur.
- 14 Voir un entrehilet dans *Le Soir* du lundi 24 mars 1997.
- 15 Pour en revenir à l'affaire Dutroux, le même phénomène a eu lieu au sein du monde du Droit à propos du dessaisissement du juge Connerotte. Du point de vue interne au Droit, il ne fait pas de doute que puisqu'il a dérogé au principe d'impartialité, Connerotte devait être dessaisi. Un juriste honnête ne peut dire autre chose : *dura lex sed lex*. Toutefois, une autre logique était possible, extérieure au droit celle-là : la loi est faite pour l'homme et non l'homme pour la loi. Personne n'avait à gagner au changement de juge, pas même Dutroux, tandis que ces deux logiques étaient inconciliables. En tranchant pour le dessaisissement, la Cour de Cassation affirmait la supériorité de la logique de nécessité interne du Droit face à la légitimation extérieure directe... Cependant, l'homme ne peut en aucun cas se prévaloir.
- 16 La consommation a souvent consisté à entretenir une classe inactive (moins chez les Mongols, seigneurs vivant dans le luxe...), mais le chômage est néu dans la mesure où la classe désœuvrée est dévalorisée socialement alors qu'elle dominait dans les autres sociétés.

NOTES

mais simplement en tant qu'être humain, d'inventer une dignité aux citoyens sans passer par la notion de travail (on sait l'origine de ce mot : instrument de torture !). Aussi, le partage du temps de travail ne saurait suffire - puisqu'il rend précieux, en le partageant, cet emploi qui se fait rare. La solution viendra peut-être d'un au-delà du salariat et de ce que l'on appelle l'allocation universelle.

